

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 16/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

RHC FL PROPCO

6 Place de la Madeleine
75008 Paris 8

Références : UID257090/SPR/GV/SB 2024 - 0216B
Code AIOT : 0005902896

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/10/2023 dans l'établissement RHC FL PROPCO implanté Bâtiment ILI - 220 rue Pierre Marti BP 42127 - ZAC de Technoland 25460 Étupes. L'inspection a été annoncée le 09/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RHC FL PROPCO
- Bâtiment ILI - 220 rue Pierre Marti BP 42127 - ZAC de Technoland 25460 Étupes
- Code AIOT : 0005902896
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation par GEFCO de cet entrepôt a été autorisée par arrêté préfectoral du 7 décembre 2005 pour le stockage de pièces diverses métalliques, plastiques, en caoutchouc essentiellement pour le marché de l'automobile dans 5 cellules.

Toutefois seules 3 cellules de moins de 6000 m² chacune ont été construites.

Actuellement CEVA Logistics (ex GEFCO) loue uniquement la cellule n° 1 (selon la numérotation du dossier de demande d'autorisation de 2004) au propriétaire du Bâtiment (ROUND HILL CAPITAL FL PROPCO), qui est également le nouvel exploitant au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

FORVIA (ex FAURECIA) est le locataire des deux autres cellules, mais a vidé de tout stockage les cellules 2 et 3 car son bail s'achève fin 2023.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative
- AN 2023 Entrepôt couvert

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra

être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Changement d'exploitant	Code de l'environnement du 11/01/2023, article R.181-47-I et II	Lettre de suite préfectorale	1 mois
2	Situation administrative au titre des ICPE	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Le R.511-9 et son annexe, rubrique 1510	Lettre de suite préfectorale	
6	Éclairage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 16	Lettre de suite préfectorale	4 mois
8	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 13 pour partie	Lettre de suite préfectorale	4 mois
11	Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII	Lettre de suite préfectorale	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 9	Sans objet
7	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 12	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	État des matières stockées, périodicité et disponibilité	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.4 au I.	Sans objet
5	Interdictions de stockage de certains liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 9	Sans objet
9	Vérifications électriques	Arrêté Préfectoral du 07/12/2005, article Article 29.2 alinéa 1	Sans objet
10	Plan de défense incendie (installations 1510 A en 2020)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 23	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le nouvel exploitant de cet entrepôt couvert RHC FL PROPCO n'a pas finalisé les démarches administratives de changement d'exploitant prescrites à l'article R. 181-47 du code de l'environnement.

Seule une des 3 cellules construites (sur les 5 ayant été autorisée) est actuellement en exploitation. Le locataire de cette cellule est la société CEVIA Logistics, dont la filiale GEFECO était l'exploitant de cet entrepôt couvert pour lequel il avait déposé la demande d'autorisation d'exploiter au titre de la législation des ICPE ayant conduit à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 décembre 2005, dont les prescriptions demeurent applicables en plus de celles fixées pour les installations existantes par l'AMPG1510.

L'inspection a mis en évidence que RHC FL PROPCO :

- n'a pas réalisé le positionnement des activités/installations dont l'exploitation est autorisée sur ce site par l'arrêté préfectoral du 7 décembre 2005 en respectant la méthodologie fixée par le guide « entrepôts couverts » ;
- ne peut garantir que:
 - la distance entre le système d'extinction automatique et le système de chauffage respecte la distance minimale d'1 mètre fixée par l'arrêté préfectoral d'autorisation et que cette distance minimale permet de garantir le fonctionnement du dispositif d'extinction automatique,
 - la partie du système d'éclairage mis en place à la construction du bâtiment non remplacé au sein de la moitié de la cellule n° 1 respecte la prescription du point 16 de l'annexe II de l'AMPG 1510E,
 - les détecteurs et les systèmes d'extinctions automatiques présents au sein de la cellule n° 1 sont adaptés aux produits stockés par CEVA Logistics,
 - le débit des 2 poteaux incendie "RMLF" situés au Nord du site respecte le débit prescrit à l'article 30.4 du 7 décembre 2005,

- n'a pas réalisé depuis la reprise du site en 2020 d'exercice incendie tel que prescrit au dernier alinéa du point 13 de l'annexe II de l'AMPG 1510E,
- n'a pas élaboré l'étude de flux thermique prescrite à l'annexe VIII de l'AMPG E 1510.

Suite à l'inspection, RHC FL PROPCO, par l'intermédiaire de son mandataire de gestion technique CBRE, a très rapidement justifié qu'il a fait un devis auprès de AMF Qualité Sécurité Environnement pour l'assister dans la réalisation notamment des démarches nécessaires pour la mise en conformité par rapport aux points de contrôle et demander la création du plan de défense, dont l'AMPG1510 prescrit sa réalisation avant le 31/12/2023. Il a justifié qu'il a signé le bon de commande le 27/11/2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Changement d'exploitant

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/01/2023, article R.181-47-I et II
Thème-s : Situation administrative, Changement d'exploitant
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. – Le transfert de l'autorisation environnementale fait l'objet d'une déclaration adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire, à l'exception du transfert de l'autorisation accordée aux installations mentionnées à l'article R. 516-1 qui est soumis à autorisation, dans les conditions prévues par cet article.</p> <p>II. – Cette déclaration est faite dans les trois mois qui suivent ce transfert. Elle mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les noms, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Le préfet en accuse réception dans un délai d'un mois.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au travers de l'arrêté préfectoral n° 2005 0712 06728 du 7 décembre 2005, la société GEFCO dont le siège social était localisé à COURBEVOIE, a été autorisée à exploiter au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, dans la ZAC de Technoland sur le terrain « GEFCO III » - 220 rue Pierre Marti à ETUPES, un entrepôt couvert de 5 cellules d'un volume utile globale de 284 270 m³ pour le stockage de pièces diverses métalliques, plastiques, en caoutchouc, ...</p> <p>Au regard du volume de l'entrepôt couvert et du fait que pour chacune des cellules 1 à 4 (le stockage de produits combustibles est interdit dans la cellule 5) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le volume maximal de stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) est fixé à 24 000 m³, • le volume maximal de stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composé de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) est fixé à 24 000 m³, avec : <ul style="list-style-type: none"> ◦ une quantité maximale de plastiques expansés de 600 tonnes, ◦ une quantité maximale de pneumatiques de 2700 tonnes, ◦ une quantité maximale d'autres plastiques de 421 tonnes, <p>ces installations étaient à cette période soumise à AUTORISATION sous les rubriques 1510-1, 2663-1.a, 2663-2.a au regard des libellés des rubriques de la nomenclature alors en vigueur.</p>

Seules les cellules 1 à 3 ont été construites.

En 2015, la préfecture du Doubs a délivré à la SCI ETUPES DE L'ALLAN, dont le siège social est situé 20-22 Rue de la Ville l'Evêque à PARIS, sa déclaration de reprise des activités précédemment exploitées par GEFCO sur le site implanté Bâtiment ILI - 220 rue Pierre Marti à ETUPES.

Seule la cellule n° 1 est exploitée le jour de l'inspection. Le directeur de CEVA Logistics (ex GEFCO) :

- présente le bail du 26 octobre 2017 signé entre la société ETUPES DE L'ALLAN (le « bailleur ») et la société GEFCO FRANCE (le « preneur »),
- indique que :
 - dorénavant CEVA Logistics loue cette cellule n°3 à Round Hill Capital FL PROPCO, le propriétaire actuel de l'entrepôt couvert,
 - la SCI ETUPES DE L'ALLAN n'est actuellement plus l'exploitant au titre de la législation ICPE de l'entrepôt : l'exploitant est le propriétaire du Bâtiment ROUND HILL CAPITAL FL PROPCO SCI (RHC FL PROPCO).

En application de l'article 15 de l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale, l'arrêté d'autorisation du 7 décembre 2005 susmentionné est considéré comme une autorisation environnementale relevant du chapitre unique du titre VIII du livre Ier du code de l'environnement.

Ce nouvel exploitant RHC FL PROPCO a engagé, juste après le courriel d'annonce de cette inspection, les démarches de déclaration dématérialisée de changement d'exploitant prescrite à l'article R.181-47 du code de l'environnement pour les autorisations environnementales.

RHC FL PROPCO a loué les cellules 1 et 2 de cet entrepôt couvert à la société FAURECIA (devenue FORVIA), mais le bail arrive à échéance. La visite réalisée pendant l'inspection a mis en évidence que ces deux cellules sont vides, hormis au niveau de la cellule 1 la présence de quelques racks métalliques en cours de démontage.

Il est demandé au nouvel exploitant de finaliser, sous 1 mois, le changement d'exploitant conformément aux dispositions de l'article R. 181-47 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Situation administrative au titre des ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article Le R.511-9 et son annexe, rubrique 1510

Thème-s : Actions nationales 2023, 1. Appréciation des dangers

Prescription contrôlée :

Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques.

Constats :

Suite au décret n° 2020-1169 du 24/09/2020 modifiant la nomenclature des installations classées (en particulier au niveau des rubriques 1510, 2662 et 2663) applicable depuis le 1er janvier 2021, le nouvel exploitant n'a pas positionné ces installations/activités au regard des nouveaux libellés des rubriques relatives aux installations qu'il est autorisé à exploiter.

Le jour de l'inspection, l'exploitation est limitée à la cellule n° 1. CEVA Logistics indique qu'il stocke dans la cellule n° 1 des pièces pour le secteur de l'automobile. Ces pièces sont emballées dans des cartons ou dans des bacs plastiques réutilisables (pour envoi vers les lignes de production, tant est si bien que leur durée de stockage est souvent limitée). CEVA Logistics rappelle que la demande d'autorisation ayant conduit à l'arrêté d'autorisation du 7 décembre 2005 avait été déposée par GEFCO pour le même type de stockage que celui qu'il réalise aujourd'hui et que les palettes stockées actuellement respectent les caractéristiques des palettes qui avaient été utilisées dans l'étude des dangers notamment au niveau des calculs de flux thermiques.

Suite à l'inspection, RHC FL PROPCO a fait faire un devis au pôle sécurité environnement d'AMF QSE pour en particulier réaliser la mise à jour administrative du site. L'exploitant a signé la commande en date du 27/11/2023.

Il est demandé à l'exploitant de réaliser sous 4 mois le positionnement des activités/installations dont l'exploitation est autorisée sur ce site par l'arrêté préfectoral du 7 décembre 2005 en respectant la méthodologie fixée par le guide « entrepôts couverts » d'application de la rubrique 1510 et de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 (la version 2 de février 2023).

Dans la configuration actuelle particulière, avec 2 cellules sur 3 en attente de nouveaux locataires, le positionnement actuel de cet entrepôt couvert suite à la modification des libellés des rubriques 1510, 1511, 1530, 2662 et 2663 par le décret n°1169-2260 du 24/09/2020 (avec l'introduction d'une exclusivité de classement entre la rubrique 1510 et ces autres rubriques) est a priori un classement uniquement au titre de la rubrique 1510 (Cf. point 8 du I.3.2 du guide entrepôt) et sous le régime de l'ENREGISTREMENT au regard du volume de l'entrepôt compris entre 50 000 m³ et 900 000 m³. **C'est pour cette raison que l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 (AMPG 1510) est pris en référentiel de cette inspection.**

Observations :

Il est rappelé à l'exploitant qu'il devra, s'il envisage de modifier des conditions d'exploitation du site pour tenir compte en particulier du fait qu'il cherche un nouveau bailleur pour les cellules 1 et 2, de porter à la connaissance du Préfet ces modifications avec tous les éléments d'appréciation, en application des dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 3 : État des matières stockées, périodicité et disponibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.4 au I.
Thème-s : Actions nationales 2023, 3. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. « Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : « 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. « Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4xxx de la nomenclature des installations classées. « Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. « Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ; « 2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. « L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. « Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. « Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. « L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe. « L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre

document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

Constats :

CEVA Logistics justifie que toutes les palettes entrantes et sortantes dans la cellule 3 sont enregistrées informatiquement et que leur système d'information interne leur permet de fournir à chaque instant, y compris depuis l'extérieur du site, la quantité de palettes présentes dans la cellule.

Le nombre maximal de palettes stockées (stockage uniquement en racks) est limité à 7700 palettes. CEVA Logistics réalise une extraction du nombre de palettes présentes le jour de l'inspection : il est de 3778.

CEVA Logistics dispose au niveau informatique d'un plan en 3D de la cellule n°3 avec les emplacements des racks et des produits qui y sont stockés.

CEVA Logistics ne stocke ni matières dangereuses, ni produits liquides combustibles ni solides liquéfiables dans la cellule n° 3. Il rappelle qu'il respecte les dispositions de l'article 28.1 de l'arrêté préfectoral de 2005 du site qui interdit à l'intérieur de l'entrepôt :

- les produits explosifs,
- les produits radioactifs,
- les récipients sous pression à l'exception des réservoirs des compresseurs d'air,
- les produits toxiques et très toxiques,
- les produits dangereux et très dangereux,
- les produits agro-pharmaceutiques,
- les produits sujets à inflammation spontanée,
- les gaz inflammables,
- les substances réagissant violemment avec l'eau,
- les produits sous forme liquide et les produits comburants, sauf, dans le cas de stockage d'engins motorisés, les faibles quantités contenus dans les réservoirs.

Il indique que, de ce fait, aucun des produits stockés ne relève d'une rubrique 4xxx.

Pour ce qui concerne le stockage d'engins motorisés, il précise qu'au moment de la demande d'autorisation de 2004, GEFCO avait un marché relatif au stockage d'engins motorisés produits par PEUGEOT MOTOCYCLES à Mandeure. Ce type de stockage a donc été réalisé plusieurs années sur ce site mais ce n'est plus le cas depuis plusieurs années hormis très occasionnellement en cas de « dépannage » et pour des volumes très restreints.

CEVA Logistics présente les FDS des quelques produits de maintenance qu'il utilise.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 9

Thème-s : Actions nationales 2023, 2.a Prévention des départs de feu

Prescription contrôlée :

Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.

Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace

minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.

Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :

1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m² ;

2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;

3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum.

[En l'absence de système d'extinction automatique, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent les dispositions suivantes :

1° Hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ;

2° Largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers : 2 mètres minimum.] Ces dispositions sont non applicables aux installations existantes av 2003 et aux installations nouvellement soumises à 1510.

La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.

En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés,

- la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à :

- 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ;

- 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L.

- la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses.

A PRIORI NON CONCERNE au regard de l'article 28.1 de l'AP de 2005

Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins des rubriques 2662 ou 2663, au-delà d'un volume correspondant au seuil de la déclaration de ces rubriques, est interdit. Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration, ou en présence d'un système d'extinction automatique adapté.

Constats :

Compte tenu des constats mentionnés dans les précédents points de contrôle, les stockages actuellement exploités dans la cellule n° 3 ne sont concernés que par la prescription du premier alinéa du point 9 de l'Annexe II de l'AMPG 1510.

Un système d'extinction automatique est présent au sein de la cellule 3.

L'arrêté préfectoral du 7 décembre 2005 impose qu'une distance minimale d'un mètre soit maintenue entre le sommet des ensembles (palettiers ou vracs) et la base de la toiture ou le plafond ou de tout système de chauffage, tout en précisant que cette distance doit respecter la distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique.

Le jour de l'inspection, il apparaît clairement que la distance minimale d'un mètre est largement maintenue entre le sommet des stockages et la base de la toiture. Il n'est en revanche pas possible d'évaluer sans instrument de mesure adapté, si la distance entre les buses d'extinction automatique et le système de chauffage respecte bien la distance minimale d'1 mètre.

Il est donc demandé à l'exploitant de justifier à l'inspection des installations classées, sous 1 mois, que la distance entre le système d'extinction automatique et le système de chauffage respecte la distance minimale d'1 mètre fixée par l'arrêté préfectoral d'autorisation et que cette distance minimale permet de garantir le fonctionnement du dispositif d'extinction automatique.

Aucune mezzanine n'est présente dans ce bâtiment.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 5 : Interdictions de stockage de certains liquides inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 9
Thème-s : Actions nationales 2023, 2.a Prévention des départs de feu
Prescription contrôlée : Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023. Ces interdictions ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées. Ces interdictions ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m3 dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.
Constats : Au niveau de la cellule 3, seule cellule en exploitation le jour de l'inspection, aucun liquide inflammable de catégorie 1 n'est stocké. Ce type de stockage est d'ailleurs interdit par l'arrêté d'autorisation du 7 décembre 2005.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Éclairage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 16
Thème-s : Actions nationales 2023, 2.a Prévention des départs de feu
Prescription contrôlée : Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs. Ils sont en toutes circonstances éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement. [Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule tous les éléments soient confinés dans l'appareil]. Applicable à tous et au 1/01/23 pour les nouvellement soumis.
Constats : Au niveau des cellules 2 et 3, l'éclairage est réalisé uniquement par LED. Au niveau de la cellule 1 un remplacement partiel (environ la moitié) de l'éclairage d'origine par de l'éclairage par LED a été réalisé. Pour cette cellule, il n'est pas justifié que dans cette configuration, l'éclairage respecte le point 16 de l'annexe II de l'AM 1510. Il est donc demandé à l'exploitant, sous 4 mois, de : <ul style="list-style-type: none">- soit justifier que l'éclairage d'origine non remplacé dans la cellule 1 respecte le point 16 de l'annexe II de l'AM 1510,- soit achever le remplacement de l'éclairage d'origine restant dans la cellule 1 par de l'éclairage par LED.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 7 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 12
Thème-s : Actions nationales 2023, 2.b La détection incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, [et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées]. Le compartimentage est applicable aux installations nouvelles et aux enregistrées après 2011.</p> <p>Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.</p> <p>Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2. de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.</p>
<p>Constats :</p> <p>CEVA Logistics rappelle que la demande d'autorisation d'exploiter ayant conduit à l'arrêté d'autorisation du 7 décembre 2005 a été déposée par GEFCO sur la base des type de stockages qu'il exploite encore actuellement. CEVA Logistics (ex GEFCO) loue actuellement la cellule n° 3, mais les types de stockage exploitées n'ont pas changés.</p> <p>CEVA Logistics n'a cependant pas pu présenter lors de l'inspection de document justifiant la pertinence des détecteurs présents au sein de la cellule 1 <u>au regard de la nature des produits stockés</u> en application du point 12 de l'annexe II de l'AM du 11/04/17.</p> <p>Il est demandé à RHC FL PROPCO de fournir ce document sous un mois à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Observations :</p> <p>Il est également rappelé à l'exploitant que s'il loue les cellule n° 2 et n° 3, il devra s'assurer au préalable de l'adéquation entre les détecteurs et les produits que le bailleur projette de stocker et les types de détecteurs présents dans ces deux cellules.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 13 pour partie
Thème-s : Actions nationales 2023, 2.b Lutte contre un incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : - d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ; b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. [Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours)], ces dispositions ne sont pas applicables aux installations autorisées av 2017, enregistrées av 2011 et les nouvellement soumises. - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; - de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ; - le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe. [...] L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie. L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiés combustibles et à leurs conditions de stockage. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus

à la disposition de l'inspection des installations classes et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.

[...]

Constats :

L'arrêté préfectoral du 7 décembre 2005 prescrit à l'article 30.4 que les services incendie est de secours ont besoin d'un débit d'eau de 360 m3/h réparti au niveau de 6 poteaux incendie.

Lors de l'inspection, l'exploitant présente le plan sur lequel sont mentionnés les 6 poteaux incendie les plus proches de l'entrepôt (tous à moins de 100 mètres du bâtiment) :

- 4 de ces poteaux incendie sont situés au sein des terrains dont l'exploitation est autorisée par l'AP du 7 décembre 2005 (N°1 au Nord face quai 1, N° 2 au Nord face quai 1, N°3 au Sud du bâtiment et N° 4 vers le sprinkler)

- 2 poteaux sont présents sur les terrains exploités par RMLF. Ces poteaux sont situés à moins de 100 mètres de l'entrepôt « Bâtiment ILI » sur son côté Nord.

Cette configuration correspond à celle indiquée dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter de 2004.

Suite à l'inspection, RHC FL PROPCO a transmis le rapport établi par DEKRA suite à sa vérification annuelle des 4 poteaux incendie présents sur le site. Pour chacun de ces poteaux le débit à une pression de 1 bar est supérieur à 130 m3/h et la pression au débit requis est supérieure ou égale à 7 bars. Pour ces 4 poteaux , DEKRA émet comme avis "SATISFAISANT".

Il est demandé à l'exploitant de s'assurer, sous un délai de 4 mois, que les débits des 2 poteaux incendie "RMLF" respectent également le débit imposé par l'arrêté préfectoral et qu'un nouveau calcul de besoins extérieurs en eaux en cas d'incendie selon le guide D9 ne génère pas un volume supérieur à 360 m3/h.

La visite réalisée au sein de la cellule n° 1 a mis en évidence qu'au niveau de cette cellule, des RIA et des extincteurs choisis par sondage sont bien présents aux emplacements indiqués sur le plan fourni par CEVA Logistics.

CEVA Logistics a justifié que les extincteurs de la cellule 1 sont vérifiés annuellement par CHUBB SICLI selon le contrat de "vérification programmée client N4" qu'il a signé avec ce prestataire. La dernière vérification date du 24 juillet 2023.

Suite à l'inspection, RHC FL PROPCO a transmis le certificat de conformité APSAD R5 de l'installation des RIA.

Les 3 cellules sont équipées d'un système d'extinction automatique par sprinkleurs et un essai spinkleur est réalisé chaque semaine sur le site par MPS sécurité (rôle de sécurité incendie et malveillance).

Suite à l'inspection RHC FL PROPCO a transmis par l'intermédiaire de son mandataire de gestion technique CBRE:

- le certificat de conformité délivré par CFPI de SAINT MARTIN d'HERES pour fourniture et pose de l'installation de sprinklage aux règles PEUGEOT / AXA selon rapport du 08/08/2004,
- le certificat de mise en service délivré le 02/12/2005 par CFPI pour l'installation d'extinction automatique par sprinkleur de cet entrepôt couvert, en conformité à la réglementation alors en vigueur,
- le contrat du 01/01/2020 qu'il a signé avec Axima Sécurité Incendie pour la maintenance du système de sprinklage (et également les RIA).

Il est demandé à l'exploitant de faire vérifier, sous 4 mois, l'efficacité de cette installation de sprinklage par un organisme reconnu compétents dans le domaine de l'extinction automatique, étant précisé que le document fourni par cet organisme devra se positionner sur l'adaptation de l'installation par rapport aux produits stockés. Le rapport de la dernière vérification de cette installation sera transmis à l'inspection des installations classées.

CEVA Logistics indique qu'il fait réaliser au sein de sa cellule des exercices incendie de type évacuation du personnel. Il précise qu'il n'a pas participé à un exercice incendie organisé par l'exploitant « ICPE » du site, RHC FL PROPCO.

Il est demandé à l'exploitant de justifier sous 4 mois à l'inspection des installations classées qu'il a programmées au cours de l'année 2024, si possible avec les services d'incendie et de secours, un exercice incendie qui impliquera les différents locataires.

Ces exercices incendie doivent en particulier permettre de vérifier les actions devant être réalisées par chaque locataire notamment en matières de coupure de fluides, de communication avec les services d'incendie et de secours, de confinement des eaux d'extinction d'incendie...

RHC FL PROPCO a signé le 27/11/2023 un bon de commande auprès de AMF Qualité Sécurité Environnement pour l'assister dans la réalisation notamment des démarches nécessaires pour la mise en conformité par rapport à ce point de contrôle.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 4 mois

N° 9 : Vérifications électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2005, article Article 29.2 alinéa 1

Thème-s : Risques accidentels, Maintenance matériels électriques

Prescription contrôlée :

Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont contrôlées après installation ou modification. Les contrôles doivent être effectués tous les ans par un organisme compétent. Les contrôles sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Constats :

Dans le prolongement de l'inspection, RHC FL PROPCO justifie qu'il fait réaliser annuellement les vérifications périodiques "types inspection du travail" sur l'ensemble du site par DEKRA : la dernière vérification date du 15/05/2023. L'exploitant justifie qu'il a mis en place un plan d'actions pour les observations mentionnées dans le rapport établi par DEKRA suite à son contrôle. Le compte rendu de cette vérification périodique Q18 conclut que « l'installation électrique ne peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion. »

Il a également justifié qu'il fait réaliser des vérifications électriques par thermographie sur l'ensemble du site également par DEKRA. Le compte rendu Q19 faisant suite à la dernière vérification de ce type le 15/05/2023 ne mentionne aucune anomalie.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Plan de défense incendie (installations 1510 A en 2020)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 23
Thème-s : Actions nationales 2023, 2.b Lutte contre un incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.</p> <p>L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.</p> <p>Le plan de défense incendie comprend :</p> <ul style="list-style-type: none">– les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;– l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;– les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;– la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;– les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;– les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;– le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;– la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;– s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;– la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;– la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;– les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;– les mesures particulières prévues au point 22. <p>Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.</p> <p>Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.</p> <p>Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, CEVA Logistics indique qu'il n'a pas été informé de l'existence d'un plan de défense incendie.</p> <p>Contacté par téléphone le jour de l'inspection, l'exploitant confirme que le plan de défense incendie imposé pour cet entrepôt à partir du 1er janvier 2024 n'a pas été réalisé. Il précise qu'il a d'ores et déjà prévu une assistance par AMF Qualité Sécurité Environnement pour pouvoir l'établir</p>

<p>en intégrant l'ensemble des éléments prescrit au point 23 de l'annexe II de l'AMPG 1510 du 11/04/2017.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection le bon de commande signé en date du 27/11/2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII</p>
<p>Thème-s : Actions nationales 2023, 2.c Prévenir les effets thermiques sur les tiers</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m2. Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.</p> <p>Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>CEVA LOGISTICS n'a pu présenter d'étude de flux thermiques réalisée récemment.</p> <p>L'exploitant, contacté par téléphone, a confirmé qu'une telle étude de flux thermiques n'a pas été réalisée. Il précise que cette étude est d'ores et déjà sollicitée auprès de AMF Qualité Securite Environnement.</p> <p>La seule cellule actuellement exploitée est localisée :</p> <p>côté Est : à 25 mètres des limites de propriétés, 50 mètres de la première route et plus de 200 mètres de la première construction ;</p> <p>côté Ouest à plus de 250 mètres de la limite de propriété (c'est le côté ou 2 cellules du projet de 2004 n'ont pas été construites)</p> <p>côté Sud : à 20 mètres de la limite de propriété, à plus de 150 mètres de la première construction (de l'autre côte de la rivière),</p> <p>côté Nord : à plus de 60 mètres de la limite de propriété, à plus de 110 mètres de la première construction.</p> <p>Le 27/11/2023, l'exploitant, par l'intermédiaire de CBRE, ayant justifié à l'inspection des installations classées qu'il a signé le bon de commande de la réalisation de l'étude de flux thermiques prescrites à l'annexe VIII de l'AMPG 1510 du 11 avril 2017, il lui est demandé de transmettre cette étude à l'inspection des installations classées au plus tard sous 4 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>

Proposition de délais : 4 mois